



# Les plateformes de streaming illégales

Actualité législative publié le 02/02/2025, vu 68 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

**Le droit des plateformes de streaming illégales est un domaine complexe, marqué par des enjeux multiples**

Le streaming illégal représente une menace grandissante pour les créateurs de contenu, l'industrie du divertissement, ainsi que pour les utilisateurs. L'accès à des films, des séries, de la musique ou d'autres œuvres protégées par le droit d'auteur via des plateformes de streaming non autorisées soulève des questions complexes en matière de propriété intellectuelle, de responsabilité et de régulation. Dans cet article, nous analyserons les implications juridiques liées aux plateformes de streaming illégales, en abordant les différents aspects de la problématique : les infractions en matière de droits d'auteur, les mécanismes de lutte contre ces pratiques, ainsi que les défis rencontrés par les autorités.

## 1. Le cadre juridique du droit d'auteur et le streaming illégal

### 1.1. Le droit d'auteur et la protection des œuvres

Le droit d'auteur est un ensemble de règles juridiques qui protège les créations intellectuelles originales, qu'il s'agisse de musique, de films, de livres, de logiciels, etc. En vertu de l'**article L. 111-1 du Code de la propriété intellectuelle (CPI)**, l'auteur bénéficie de droits exclusifs sur son œuvre, notamment le droit de reproduction et le droit de représentation, qui sont au cœur des enjeux du streaming.

Le streaming illégal intervient généralement lorsque des œuvres protégées par le droit d'auteur sont mises à disposition du public, sans l'autorisation préalable des titulaires de droits. Cela constitue une **violation des droits exclusifs des auteurs**. Le fait de diffuser des œuvres sans autorisation peut être qualifié de contrefaçon, en vertu de l'**article L. 335-3 du CPI**, qui sanctionne la diffusion illégale d'œuvres protégées par des amendes et des peines de prison.

### 1.2. La notion de « plateforme de streaming illégal »

Les plateformes de streaming illégales sont des sites web ou des applications qui proposent des contenus protégés par le droit d'auteur sans le consentement des ayants droit. Ces plateformes contournent les lois sur la propriété intellectuelle en offrant un accès non autorisé à des vidéos, des films, des séries ou de la musique. Elles reposent souvent sur des **réseaux peer-to-peer (P2P)** ou des technologies de **streaming direct**.

L'illégalité de ces plateformes réside dans le fait qu'elles offrent un service de mise à disposition de contenu protégé sans avoir conclu d'accord avec les titulaires des droits, comme c'est le cas pour les plateformes légales telles que Netflix ou Spotify.

## 2. Les mécanismes juridiques de lutte contre les plateformes de streaming illégales

### 2.1. La responsabilité des opérateurs de plateformes

La responsabilité juridique des plateformes de streaming illégales repose sur les principes de la contrefaçon. Selon la **directive européenne 2001/29/CE**, qui transpose la législation européenne sur le droit d'auteur dans le marché intérieur, les fournisseurs de services en ligne, y compris les plateformes de streaming, peuvent être tenus responsables de la mise à disposition d'œuvres protégées sans autorisation.

Cependant, une distinction importante est à faire entre **les plateformes actives** (qui contrôlent directement le contenu diffusé) et les **plateformes passives** (qui ne font qu'héberger le contenu sans intervenir). Dans ce dernier cas, la plateforme peut bénéficier de la **responsabilité limitée** prévue par la directive eCommerce (2000/31/CE), à condition qu'elle ne soit pas au courant de l'illégalité du contenu diffusé et qu'elle réagisse rapidement dès qu'elle en est informée.

### 2.2. Les actions en justice contre les plateformes illégales

Les ayants droit des œuvres protégées peuvent engager plusieurs types d'actions juridiques contre les plateformes de streaming illégales. En **France**, l'action en contrefaçon est prévue à l'**article L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle**. Cette action peut aboutir à des sanctions pénales (amendes, peines de prison) ou civiles (dommages-intérêts, injonctions).

Les autorités judiciaires peuvent également ordonner des **mesures techniques**, telles que le blocage d'accès aux sites illégaux, l'obligation de retirer les contenus illicites ou la saisie des serveurs impliqués. Les **filtres de contenu** et les **actions de riposte graduée** (telles que celles mises en place par HADOPI en France) peuvent aussi être utilisées pour limiter la diffusion de contenus illicites.

### 2.3. Les initiatives internationales et européennes

Les plateformes de streaming illégales ne se limitent pas aux frontières nationales, mais souvent aux limites de l'Internet mondial. Cela crée une **problématique transnationale**, nécessitant des solutions internationales et une coopération entre les autorités compétentes.

À l'échelle européenne, plusieurs instruments législatifs visent à renforcer la protection des droits d'auteur et à lutter contre les pratiques illégales, tels que la **Directive 2019/790 sur le droit d'auteur dans le marché numérique**. Cette directive prévoit des règles de responsabilité plus strictes pour les plateformes en ligne, en particulier les sites de partage de vidéos ou les plateformes de streaming.

De plus, des actions coordonnées peuvent être mises en place par des entités comme **Europol** et **INTERPOL**, qui collaborent avec les forces de l'ordre pour démanteler les réseaux de streaming illégaux.

## 3. Les défis juridiques associés aux plateformes de streaming illégales

### 3.1. L'anonymat et l'hébergement à l'étranger

L'un des défis majeurs dans la lutte contre les plateformes de streaming illégales est l'anonymat de leurs opérateurs et leur hébergement dans des pays étrangers. Les créateurs de ces plateformes utilisent souvent des serveurs situés dans des juridictions où les lois sur le droit d'auteur sont moins strictes ou moins appliquées. Cela rend difficile l'identification des responsables et l'application des sanctions.

L'anonymat des utilisateurs, facilité par les technologies de cryptage et les réseaux de distribution de contenu (CDN), complique également les enquêtes sur les auteurs de la diffusion illégale de contenus.

### 3.2. L'évolution des technologies et la capacité d'adaptation du droit

Les technologies évoluent rapidement, et les plateformes de streaming illégales s'adaptent sans cesse aux régulations en place. Par exemple, les technologies de **streaming en direct** ou de **vidéo à la demande** évoluent constamment, ce qui oblige les autorités à réagir rapidement pour éviter que ces pratiques ne se généralisent.

De plus, les plateformes illégales exploitent souvent les **services de cloud computing** et les **réseaux sociaux** pour diffuser des contenus illégaux, rendant ainsi difficile l'identification des acteurs responsables. La lutte contre ces plateformes nécessite une **réflexion constante** sur l'adaptation des lois aux nouvelles pratiques numériques.

### 3.3. L'équilibre entre protection des droits et liberté d'internet

Enfin, la lutte contre le streaming illégal soulève la question de l'équilibre entre la protection des droits d'auteur et la **liberté d'internet**. Certaines critiques estiment que les régulations mises en place pour lutter contre la contrefaçon peuvent empiéter sur les droits des internautes et leur liberté d'accès à l'information. Le défi est de trouver un compromis qui protège les intérêts des ayants droit tout en préservant un Internet libre et ouvert.